



# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PÈRES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Les marchands trouveront des dépôts du *Travail affranchi* aux bureaux du journal : Rue Coquillière, 15, rue Notre-Dame-des-Victoires, 16.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, franc de port, à l'adresse de l'administrateur.

**SOMMAIRE :** Affranchissement du travail agricole. — Nouvelle loi électorale. — Travaux de l'Assemblée. — Déclaration du citoyen Proudhon. — Les ouvriers de Paris : budget d'une famille. — Équilibre de population. — Suppression de l'intérêt. — Variétés : Locomotion aérienne. — Feuilleton : La vigne.

## RÉFORMES ÉCONOMIQUES.

### AFFRANCHISSEMENT DU TRAVAIL AGRICOLE.

Les cultivateurs forment les deux tiers de la population de la France, et, pour eux, la révolution n'a rien fait encore. La République a été inaugurée dans nos campagnes par un surcroît de contributions, par l'impôt extraordinaire des 45 centimes.

Chez les paysans, ce ne sont point les idées ou les sentiments qui dominent, c'est l'intérêt. Pour eux, le meilleur gouvernement est celui qui coûte le moins cher, de quelque nom qu'on l'appelle. — Il serait facile de passionner les campagnards pour la République.

Nos pères avaient su rendre populaire la cause de la révolution, et républicaniser les paysans jusqu'à la moëlle des os, en apportant à leur condition matérielle des améliorations positives. A dater du jour où les droits seigneuriaux, réels et personnels furent abolis, les derniers vestiges de la féodalité effacés, les dîmes, redevances et corvées supprimées; mais surtout à dater du jour où les biens nationaux furent mis en vente, où le laboureur put acquérir les terres qu'il cultivait autrefois au profit d'autrui, et devenir propriétaire de fait et de droit; à dater ce jour, les campagnards jurèrent de faire triompher la révolution, de la défendre envers et contre tous jusqu'à la mort, de prodiguer leurs écus, leur vie, le sang de leurs enfants sur les champs de bataille, de lutter contre le monde entier. Ils ont tenu parole, et c'est par eux que la révolution a été sauvée.

Aujourd'hui, il n'y a plus de biens nationaux à mettre en vente à bon marché, et néanmoins il y a à faire pour les cultivateurs autant et peut-être plus que n'ont fait la première révolution et la première république.

Il s'agit d'affranchir les travailleurs des champs : 1° de l'ignorance, en versant à flots la lumière dans les campagnes, en développant l'éducation générale et l'éducation professionnelle; 2° de la misère, en augmentant la puissance productive du sol et du travail, en perfectionnant les procédés de culture et d'exploitation; 3° des exigences du capital, en favorisant l'accession des travailleurs à la propriété, en les mettant en état de cultiver désormais pour eux-mêmes; 4° de l'usure, en faisant baisser le taux de l'intérêt par une organisation normale du crédit, du crédit personnel et réel, mobilier et immobilier.

Les travailleurs des champs peuvent être divisés en quatre grandes catégories; 1° les journaliers ou salariés; 2° les colons partiaires, closiers, bordiers, métayers; 3° les fermiers; 4° les propriétaires cultivateurs.

Les salariés travaillent à la journée quand ils trouvent de l'emploi, et sont payés à raison de 1 franc par jour, en moyenne. Les salaires varient, sur les différents points du territoire, de 1 fr. 25 c. ou 1 fr. 50 c., à 60 et même à 50 c. L'année se compose de 300 jours de travail au maximum, car on chôme régulièrement les dimanches et les fêtes dans nos campagnes. Le journalier privilégié, celui qui a une occupation constante, ne peut donc gagner plus de 300 fr.

Mais l'agriculture a ses mortes-saisons comme l'industrie. Dans l'intervalle qui sépare les semailles de la moisson et la moisson des semailles, combien de jours d'oisiveté forcée? Il est rare qu'un journalier agricole, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, puisse gagner plus de 200 fr., et cette chétive somme représente souvent toutes les ressources d'une nombreuse famille. Il y a un tiers de la population rurale de la France qui ne connaît ni le pain de froment, ni la viande; qui est mal logée, mal vêtue, mal nourrie, qui croupit dans l'abrutissement et dans la plus affreuse misère.

Les colons partiaires sont généralement moins malheureux que les journaliers. D'abord, ils sont logés à titre gratuit; ensuite, ils peuvent faire un peu de bois sur l'exploitation, en outre, ils ont la jouissance d'un jardin ou d'un petit coin de terre. Leur misérable existence est du moins assurée.

Les colons, closiers, bordiers, métayers ont droit à une partie du fruit de leur travail, au quart, au tiers, à la moitié, selon les usages des différentes contrées. Quand ils participent pour moitié dans les récoltes, on les nomme métayers. C'est la condition d'une grande partie des paysans du centre, de l'ouest et du midi de la France.

Les métayers sont tenus de fournir la moitié du cheptel, des bestiaux, des instruments aratoires; la moitié des semences et des engrais; la moitié de toutes les avances annuelles, de tout le capital engagé et circulant, autre que le capital immobilier proprement dit; ils acquittent la moitié des impôts de toute espèce, la totalité des prestations en nature; ils sont, de plus soumis à des redevances annuelles en fruits, légumes, volailles, animaux domestiques. Enfin, ils fournissent tout le travail, ils donnent leur labeur continu, leurs sueurs de chaque jour, pendant toute l'année, le travail de leur femme, de leurs enfants, de leur famille entière. Quand la famille n'est pas assez nombreuse, on leur impose l'obligation de payer et de nourrir un valet, une servante.

En résumé, dans le métayage, le propriétaire fournit le sol, l'habitation et la moitié du capital de roulement; le métayer fournit tout le travail et la moitié des avances annuelles. Les autres frais sont partagés par moitié; les récoltes sont également partagées par moitié et en nature.

Une métairie est réputée bonne, quand le paysan, à force de travail et de privations, parvient à joindre les deux bouts à la fin de l'année. La plupart des métayers s'endettent et

s'enfoncent, sortent toujours plus misérables qu'ils ne sont entrés, et se trouvent réduits à la mendicité dans leur vieillesse.

Quand une métairie laisse un produit net quelconque au cultivateur, le propriétaire, comme les landlords et les *middlemen* d'Irlande, s'empresse de diviser ses champs en deux métairies, afin d'augmenter le travail dépensé à son profit, et, par là, son revenu. Pour trouver encore à vivre sur une exploitation restreinte, il faut que le paysan travaille davantage; il faut, de son côté, que le second métayer s'épuise en efforts, et le propriétaire, qui perçoit toujours la moitié du produit brut, tire ainsi un revenu supérieur de ses terres.

Le métayage, en tant que mode de production, offre des inconvénients sans nombre, que nous n'avons pas à examiner ici; mais en tant que mode de répartition, il paraît assez équitable au premier abord, parce qu'il réalise une espèce d'association entre le capital et le travail, association apparente plutôt que réelle, association incomplète qui ne sert qu'à masquer une opposition flagrante entre l'intérêt du métayer et l'intérêt du propriétaire, association préjudiciable, en définitive, à l'un et à l'autre. Mais passons.

Le fermage est peu usité dans les pays de petite culture et de propriétés morcelées. Il est inconnu dans la majeure partie de la France. On ne le trouve que dans les provinces du nord, du nord-est et du nord-ouest, ou dans les environs des grandes villes, pour les terres soumises à la culture maraîchère, pour les jardins et pour les vergers.

Le fermier prend une terre, à bail, exploite pour son compte, à ses risques et périls, comme à son profit, soit par lui-même et par sa famille, soit à l'aide de domestiques et de journaliers. Le fermier est un entrepreneur d'industrie agricole; il fournit les instruments, les atelages, les troupeaux, etc.; enfin, tout le mobilier et tout le capital circulant nécessaire à l'exploitation. Le fermier est rarement un simple travailleur; c'est déjà un capitaliste, quelquefois même un riche capitaliste. Il en est qui ont un roulement de fonds de plus de 100 et de 200 mille francs chaque année.

Dans les pays où les baux à long terme sont en usage, le fermier peut à la longue s'enrichir par son industrie, par son travail et surtout par le travail des salariés qu'il emploie. Mais quand le bail arrive à échéance, le propriétaire ne manque pas d'exiger une augmentation, de sorte que le fermier se trouve condamné ou à perdre le fruit de toutes les améliorations foncières qu'il a réalisées, s'il ne veut pas renouveler, ou à servir à ses dépens l'intérêt des capitaux qu'il a immobilisés dans le sol d'autrui, l'intérêt du travail accumulé par lui-même ou par ses serviteurs. Le travail du fermier finit toujours par tourner contre lui et par faire hausser la rente de la terre. Chaque génération travaille à appauvrir la génération suivante.

La propriété, disent les publicistes modernes, procède du travail, et c'est là ce qui la rend respectable et sacrée. Sans travail, point de propriété légitime. Toute la valeur de la terre, disent les économistes, d'un autre côté, représente le travail dépensé. On ne paie que le travail... — Comment se fait-il alors que le fermier



ne devienne pas co-propriétaire d'un domaine qui a haussé de moitié en valeur pendant la durée du bail? Comment se fait-il que tel domaine qui est exploité par le même individu depuis trente ans, ait triplé de valeur au profit du propriétaire seul et rapporte aujourd'hui un fermage triple?...

Hélas! les fermiers, comme les salariés, travaillent souvent au profit d'autrui; ils dépensent leur temps, leur peine et leur argent au bénéfice d'un rentier, dont tout le travail consiste à toucher et à consommer joyeusement ses revenus progressifs.

Le propriétaire-cultivateur, celui qui exploite son propre champ, cumule les produits du travail et les avantages du droit de propriété. Mais il faut qu'il soit *réellement* propriétaire, et non pas seulement propriétaire apparent, simple possesseur grevé d'intérêts à servir. S'il n'a que le titre nominal de propriétaire, s'il est grevé de dettes ou d'hypothèques, il est dans une condition pire que le fermier et même que le colon, car il est tenu de payer à son créancier, autrement dit au capital, une rente onéreuse, une rente ou un intérêt qui absorbe non-seulement la totalité du produit net, mais encore une partie du produit brut, cette partie qui représente le salaire du travail.

C'est la condition malheureuse de la plupart de ces paysans ou cultivateurs que l'on décoré du titre fastueux et mensonger de propriétaires dans les statistiques officielles. Tristes propriétaires! qui doivent plus qu'ils ne possèdent, qui s'épuisent pour enrichir des usuriers, et qu'on exproprierait demain, si l'on n'avait pas intérêt à les laisser s'enfoncer de plus en plus.

La France, disent les économistes, compte 10 millions de propriétaires! Oui, mais ces propriétaires sont grevés de 12 milliards d'hypothèques inscrites, sans compter les dettes non inscrites et le passif inconnu. Etranges propriétaires, qui paient d'abord toutes sortes d'impôts directs et indirects, qui paient, en outre, le budget de la chicane et de la bazoche, et, de plus, le budget de l'usure, bien autrement lourd, bien autrement gonflé que le budget de l'Etat!

L'impôt foncier, qui, à rigoureusement parler, ne coûte absolument rien aux propriétaires (1), s'élève à 422 millions. Le budget de l'usure, calculé seulement d'après le chiffre de 12 milliards de dettes hypothécaires et à raison d'un intérêt de 10 0/0 en moyenne, coûte à la propriété foncière 1,200 millions!!! On crie contre l'impôt, qui sert du moins à payer les services publics, on en demande la réduction, ce qui serait faire un pur cadeau aux contribuables, une véritable libéralité à laquelle ils n'ont aucun droit, et l'on ne songe même pas à réclamer contre le budget de l'usure, qui pourrait facilement être réduit de moitié, en ramenant à 5 0/0, tous frais compris, le taux de l'intérêt, ce qui procurerait aux débiteurs 600 millions d'économie, un tiers de plus qu'ils ne paient au trésor. Mais les capitalistes créanciers qui perçoivent ce tribut de l'usure, ont su persuader aux débiteurs que ce serait porter atteinte à la propriété, remettre l'ordre social en question... Et les malheureux endettés, qui forment la grande majorité des propriétaires, ont pris parti pour l'imperceptible minorité des usuriers!...

(1) Tout immeuble est grevé, au profit de l'Etat, d'une rente perpétuelle et irremboursable, égale au montant de la contribution annuelle et ordinaire. Le capital qui représente cette rente n'appartient point au propriétaire, mais à l'Etat. Celui qui achète l'immeuble, l'achète grevé d'impôt et le paie en conséquence, ayant soin de tenir compte de cette charge, d'en garder le capital, comme il ferait pour toute rente perpétuelle. Celui qui a reçu l'immeuble par héritage, donation ou succession l'a de même reçu grevé et hypothéqué. Abolir l'impôt foncier, ce serait donc donner au propriétaire ce qui ne lui appartient pas, ce qu'il n'a pas acheté, ce qu'il n'a pas payé à son vendeur; ce serait lui faire un cadeau gratuit.

Comment extirper l'usure dans les campagnes? comment affranchir le travail? comment fournir à bon marché des avances et des capitaux aux propriétaires-cultivateurs? comment élever les journaliers, les colons, les fermiers à la dignité de propriétaires? comment faire passer l'instrument entre les mains du travailleur et détruire progressivement le privilège d'oïveté, le tribut perçu par les usuriers, par les hommes de bazoche et de chicane, par tous ceux qui vivent aux dépens du travail d'autrui? En organisant en France un vaste système de crédit, en généralisant et en perfectionnant chez nous ce qui se pratique ailleurs depuis nombreuses années, ce qui a obtenu la sanction de l'expérience et du temps.

Dans une série d'articles spéciaux, nous essaierons de démontrer que c'est chose possible, facile à réaliser; que, pour réussir, il ne faut que vouloir.

FRANÇOIS VIDAL.

*(La suite prochainement.)*

Le plus mal ordonné de tous les Etats serait celui où une classe entière de citoyens saurait consommer la meilleure part du produit sans avoir concouru en rien à le faire naître.

SIEYÈS.

#### LA NOUVELLE LOI ÉLECTORALE.

M. Billault a déposé son rapport sur la loi électorale. Cette loi composée de 114 articles, se divise en 6 titres qui ont pour objet la formation des listes électorales, leur permanence, leur révision annuelle, la tenue des collèges électoraux, les incapacités et les incompatibilités, la répartition entre les départements et les colonies, du nombre de représentants du peuple fixé par la Constitution, et enfin la répression de tous crimes ou délits qui peuvent porter atteinte à la liberté ou à la sincérité des élections.

Les dispositions principales du décret du mois de mars 1848 sont maintenues conformément à l'esprit de la Constitution. Ainsi, tout Français âgé de vingt-et-un ans et jouissant de ses droits civils et politiques, est électeur, et à vingt-cinq ans éligible; les élections se font au chef-lieu de canton par scrutin de liste de département; mais le chef-lieu de canton peut être subdivisé en circonscriptions électorales qui ne peuvent excéder le nombre de trois, et qui sont déterminées par le conseil d'Etat, sur les avis préalables et motivés, donnés pour chaque département par le préfet et le conseil général. L'indemnité des représentants est maintenue au chiffre de 25 fr. par jour.

Toute condamnation criminelle ou correctionnelle qui prive le condamné de ses droits civils; toute condamnation pour attentat aux mœurs qui prive le condamné de ses droits de famille; toute condamnation pour usure, ou bien encore celles à plus de trois mois de prison pour vol, escroquerie ou abus de confiance entraînent la perte du droit d'électorat. Le projet de loi prive aussi de ce droit le citoyen frappé de démente et le failli non réhabilité. La minorité de la commission a insisté sur ce dernier point pour que le droit électoral fût rendu au failli qu'un concordat homologué par la justice a purgé de tout soupçon de fraude.

Les causes d'incapacité électorale sont, à plus forte raison, maintenues pour l'éligibilité; elles sont même aggravées et avec raison, en ce sens que toute condamnation pour usure, vol, escroquerie ou abus de confiance, alors même qu'elle aurait été de moins de trois mois de prison, prive le condamné du droit d'éligibilité.

L'incompatibilité de toutes fonctions publiques rétribuées avec le mandat de représentant du peuple est prononcée, excepté pour les ministres, les sous-secrétaires d'Etat, le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, les

procureurs-généraux à la cour de cassation et à la cour d'appel de Paris, le préfet de la Seine, les citoyens chargés temporairement d'un commandement militaire ou d'une mission extraordinaire soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, les professeurs et suppléants dont les chaires sont données aux concours ou sur présentation faite par leurs collègues. Les seules fonctions publiques auxquelles un représentant pourra être appelé pendant la durée de la législature sont les six premières que nous venons de citer.

L'article 75 du projet de loi détermine que certains fonctionnaires ne pourront être élus par les départements compris en tout ou en partie dans leur ressort; ce sont: les premiers présidents et les membres des parquets des cours d'appel; les présidents, les juges d'instruction et les membres des parquets des tribunaux de première instance, le préfet de police, les préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture; les ingénieurs en chef et d'arrondissement; les recteurs d'académies; les inspecteurs des écoles primaires; les archevêques, évêques et vicaires-généraux; les commandants de divisions et subdivisions militaires; les préfets maritimes; les receveurs généraux et les receveurs particuliers des finances; les directeurs des contributions directes et indirectes, des domaines et de l'enregistrement, et enfin, les directeurs des douanes. Cette prohibition continuera de subsister pendant les six mois qui suivront la démission du fonctionnaire, sa destitution ou son changement de résidence. Si cette disposition du projet n'est pas modifiée, les fonctionnaires des divers ordres que nous venons de citer, et qui sont actuellement investis du mandat de représentant du peuple, ne pourront être réélus par les départements compris dans leur ressort.

Le décret du mois de mars 1848 portait que nul ne pourrait être élu représentant, s'il n'avait réuni au moins 2,000 suffrages. La loi projetée propose de fixer le minimum de la majorité relative indispensable au huitième du nombre d'électeurs inscrits dans le département.

Telles sont les principales dispositions de la loi organique électorale préparée par la commission.

#### TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE.

*Samedi, 3 février.* — Séance à émotions. L'Assemblée essayait de discuter la loi de l'organisation judiciaire, mais son attention était distraite et toute préoccupée d'une autre question, la question de l'enquête. M. Baze, le rapporteur de cette fameuse enquête sur la journée du 29 janvier, fait son rapport et conclut à l'acquiescement du ministère. Pauvre triomphe pour le cabinet, qui ne prévoit pas l'orage prêt à fondre sur lui. M. Perrée, directeur du *Siccle*, laissant de côté la proposition d'enquête, porte le débat dans le vif de la question, et demande... *un vote de défiance*, un ordre du jour motivé contre le ministère. Vainement M. Léon Faucher, M. de Falloux et M. Odilon Barrot font-ils assaut de maladresses et de contradictions et d'hérésies pour conjurer le péril qui les menace. Le ministère a proposé un ordre du jour *pur et simple* pour démolir la proposition de l'ordre du jour *motivé*. 407 voix contre 387 déclarent que le ministère n'a pas la confiance de l'Assemblée. Le lendemain, le ministère, déjà battu tant de fois par le scrutin, déclare, par la voix du *Moniteur*, que s'il n'a pas la confiance de l'Assemblée, il a celle du président de la République, et que cela lui suffit.

*Lundi, 5.* — Changement de décoration à vue. L'Assemblée, qui avait infligé un vote de défiance au cabinet, à la majorité de 407 voix contre 387, revient sur sa décision et accepte l'amendement Oudinot, à la majorité de 481 voix contre 359. Le sens de cet amendement est celui-ci: L'Assemblée reconnaît que le bulletin politique publié par le ministère de l'intérieur est insultant pour elle; mais, considérant que



le ministère a demandé pardon de sa faute, elle lui pardonne. L'Assemblée ne veut pas la mort, mais la conversion du pécheur. Le ministère, trop heureux d'en être quitte à ce prix, entonne le chant de victoire.

**Mardi, 6.**— L'Assemblée s'est suicidée par son vote de la veille. La discussion de la proposition Râteau a perdu tout son intérêt. M. Lanjuinais propose un amendement qui limite les travaux de l'Assemblée au vote de la loi électorale, de la loi sur la responsabilité du président et des ministres. M. Félix Pyat dépense vainement une somme considérable d'esprit et d'éloquence à démontrer la nécessité de la prolongation de l'Assemblée jusqu'à l'épuisement des lois organiques; l'Assemblée l'écoute avec plaisir, mais ne tient aucun compte de ses arguments. M. de Lamartine supplie ses collègues de se laisser tomber; la constituante fera comme le lui conseille M. de Lamartine; encore si elle avait le bon esprit de tomber avec grâce.

**Mercredi, 7.**— L'Assemblée adopte les deux premiers paragraphes de l'amendement Lanjuinais, surchargés par un amendement Duprat et autres, qui décide que l'Assemblée votera aussi le budget avant de se séparer.

**Jeudi, 8.**— L'Assemblée, à une grande majorité, refuse de classer parmi les lois organiques: 1° le projet de loi sur l'organisation de la force publique; 2° la loi sur l'assistance publique; 3° la loi sur l'instruction publique; 4° la loi sur la presse. Déclare qu'elle passera à une troisième délibération sur la proposition Râteau, devenue l'amendement Lanjuinais.— Première lecture de la loi électorale.

**Vendredi, 9.**— L'Assemblée s'est occupée: 1° de l'impôt sur les biens de main-morte; 2° d'un crédit supplémentaire pour dépenses de la marine en 1846 et 1847; 3° de la deuxième délibération du projet de loi sur l'organisation judiciaire.

#### BANQUE DU PEUPLE.

M. Proudhon a publié cette semaine les statuts définitifs de la Banque du peuple, et il les a fait précéder d'une déclaration que nous allons reproduire.

Nous aurons à examiner les statuts de cette banque et à en discuter les principes.

#### DÉCLARATION.

Je fais serment devant Dieu et devant les hommes, sur l'Evangile et sur la Constitution, que je n'ai jamais eu ni professé d'autres principes de réforme sociale que ceux relatés dans le présent acte, — et que je ne demande rien de plus, rien de moins, que la libre et pacifique application de ces principes, et de leurs conséquences logiques, légales et légitimes.

Je déclare que, dans ma pensée la plus intime, ces principes, avec les conséquences qui en découlent, sont tout le socialisme, et que, hors de là, il n'est qu'utopie et chimère.

Je jure que dans ces principes, et dans toute la doctrine à laquelle ils servent de base, il ne se rencontre rien, absolument rien, de contraire à la famille, à la liberté, à l'ordre public.

La Banque du peuple n'est que la formule financière, la traduction en langage économique, du principe de la démocratie moderne, la souveraineté du peuple, et à la devise républicaine: *Liberté, Egalité, Fraternité*.

Je proteste qu'en faisant la critique de la propriété, ou pour mieux dire de l'ensemble d'institutions dont la propriété est le pivot, je n'ai jamais entendu, ni attaquer les droits individuels reconnus par des lois antérieures, ni contester la légitimité des possessions acquises, ni provoquer une répartition arbitraire des biens, ni mettre obstacle à la libre et régulière acquisition, par vente ou échange, des propriétés; ni même interdire ou supprimer, par décret souverain, la rente foncière et l'intérêt des capitaux.

Je pense que toutes ces manifestations de l'activité humaine doivent demeurer libres et facultatives à tous; je n'admets pour elles d'autres modifi-

cations, restrictions et suppressions que celles qui résulteront naturellement et nécessairement de l'universalisation du principe de réciprocité, et de la loi de synthèse que je propose.

Et ce que je dis de la propriété, je le dis également de toute institution politique et religieuse. Mon seul but, en passant au creuset de la critique les diverses parties du symbole social, a été d'arriver, par une longue et laborieuse analyse, à la découverte de principes supérieurs, dont la formule algébrique est énoncée dans cet acte.

Ceci est mon testament de vie et de mort. A celui-là seul qui pourrait mentir en mourant, je permets d'en soupçonner la sincérité.

Si je me suis trompé, la raison publique aura bientôt fait justice de mes théories: il ne me restera qu'à disparaître de l'arène révolutionnaire, après avoir demandé pardon à la société et à mes frères du trouble que j'aurai jeté dans leurs âmes, et dont je suis, après tout, la première victime.

Que si, après ce démenti de la raison générale et de l'expérience, je devais chercher un jour, par d'autres moyens, par des suggestions nouvelles, à agiter encore les esprits et entretenir de fausses espérances, j'appellerai sur moi, dès maintenant, le mépris des honnêtes gens, et la malédiction du genre humain.

P.-J. PROUDHON.

#### LES OUVRIERS DE PARIS.

#### BUDGET D'UNE FAMILLE.

#### I

#### Salaire.

Sans descendre sur le terrain de la discussion économique, nous allons essayer de répondre par des chiffres à ceux qui croient que les travailleurs ont tort de se plaindre, et qui, voulant donner le change, exaltent outre-mesure l'heureuse condition des hommes de labeur.

La moyenne du salaire est, à Paris, de 3 fr. par jour. Dans quelques professions, il y a des ouvriers qui gagnent 4 et 5 fr.; mais ils sont en trop petit nombre pour qu'on choisisse ce taux comme base sérieuse.

3 fr. multipliés par 365 donnent 1,095 fr. Sur cette somme, il faut défalquer 180 fr. pour deux mois de chômage; certains corps d'états ont une *morte-saison* qui dure *trois* et *quatre* mois; plus 158 fr. pour 52 dimanches et 4 grandes fêtes, ce qui forme un total de 338 fr.

Qui de. . . . . 1,095 fr.

Paie. . . . . 338

Reste. . . . . 757

Dans les premières années de mariage, la femme de l'ouvrier gagne quelquefois 1 fr. par jour; mais dès qu'un ou deux enfants sont revenus de nourrice, les soins qu'ils réclament absorbent complètement le temps de la mère, qui alors ne s'occupe plus que du ménage.

Les mois de nourrice enlèvent même le produit du travail de la femme, car ils sont au moins de 13 ou 14 fr., sans préjudice du sucre, du savon, de la layette, des ports de lettres, du médecin, des cadeaux, etc.

Nous ne pouvons donc compter le gain des femmes; et nous ajouterons que beaucoup d'ouvriers trouvent plus de bénéfice à les laisser s'occuper exclusivement d'entretenir le linge de la famille, de préparer la nourriture, etc. Rigoureusement, nous sommes forcés de rester au chiffre de 757 fr.

#### II

#### Dépenses.

Par dépenses, nous entendons parler de ce qui est indispensable, en un mot, des objets de première nécessité.

Nous supposons le ménage composé de quatre personnes: le père, la mère et deux enfants. Beaucoup d'ouvriers en ont cinq ou six. Le prix du pain est porté à 35 cent. le kilog., et il y a des années où son prix s'élève davantage; l'an-

née 1847 en est une preuve. Une famille de quatre personnes consomme au moins deux kilog. de pain par jour, et les ouvriers exécutant des travaux rudes et pénibles mangent plus que les autres.

#### Dépenses pour une année.

365 pains à 70 c. . . . .	255 50
Viande, légumes, beurre, etc.,	
1 fr. par jour. . . . .	365 "
Loyer, un an. . . . .	100 "
Chauffage. . . . .	20 "
Blanchissage, 1 fr. par semaine. . . . .	52 "
Eclairage. . . . .	20 "
Entretien du ménage et mobilier . . . . .	25 "
Vêtements pour le mari. . . . .	60 "
— pour la femme. . . . .	40 "
— pour les deux enfants . . . . .	55 "
Total. . . . .	992 50

En composant ce tableau, nous avons restreint la dépense autant que possible. Plusieurs choses ont été même omises; ainsi le vin, les frais de maladie, qui sont très lourds si le mari n'appartient pas à une *société de secours mutuels*, les accouchements, les plaisirs, etc.

Le loyer, que nous ne portons qu'à 100 fr., est au-dessous de ce qu'il coûte à Paris. Il est difficile à une famille de quatre personnes de se loger à ce prix.

Les chiffres que nous avons pris comme point de départ ont eu pour base l'économie la plus sévère; et cependant nous voyons qu'entre le gain et la dépense d'un ouvrier, il y a une énorme différence au bout de l'année.

Dépenses. . . . . 992 50

Salaire. . . . . 757 "

Différence. . . . . 235 50

On le voit, il y a un déficit réel de 235 50. Il faut donc que le travailleur se prive de choses nécessaires à la vie ou bien qu'il contracte des dettes. Une famille d'ouvrier a aussi parfois des parents à sa charge, ce qui augmente la dépense.

Ce salaire de 3 fr. par jour n'existe même, terme moyen, que de *vingt* ans à *cinquante*; passé cette dernière époque, il subit une décroissance continue. Heureux le travailleur qui meurt avant soixante ans, car, à cet âge, il n'y a pour lui ni travail, ni retraite; la misère et les infirmités de la vieillesse sont la seule récompense d'une existence consacrée au travail. En présence de ces faits, que nous n'avons point exagérés, l'idée d'épargne et d'économie n'est-elle pas une ironie amère? nous le demandons à tout homme de bonne foi.

#### III

#### Pensions.—Retraites.

Les ouvriers faisant partie des *sociétés de secours mutuels* trouvent un allègement à leurs souffrances dans la *pension* qu'ils reçoivent; mais les règlements de ces sociétés n'accordent la *pension* qu'à l'âge de 65 ans, au plus tôt, et un grand nombre ne la donnent qu'à 70 ans. Les ressources financières ne permettent pas d'aider les *vieux* sociétaires avant cette époque. La *pension* annuelle est ordinairement de 150 f. et elle ne dépasse presque jamais 200 fr.

Les *sociétés mutuelles* devant être pour nous l'objet d'un travail spécial, nous ne voulons pas en ce moment nous en occuper d'une manière étendue.

Les *hospices* sont ouverts aux travailleurs, dira-t-on. Oui, mais dans quelle proportion? s'il y a trois cents places, il y a mille demandes. On n'entre à la *Salpêtrière* (hospice des femmes), ou à *Bicêtre* (hospice des hommes), qu'à l'âge de 70 ans.

Ce que nous venons d'énoncer serait désespérant, si Dieu n'avait mis à la disposition des hommes les moyens de se prémunir contre les maux auxquels ils sont condamnés. Nous dirons donc, c'est pour nous une vérité, que l'association peut seule augmenter le salaire d'une part,



et, de l'autre, mettre la vieillesse de l'ouvrier à l'abri des douleurs que nos institutions ne savent ni prévoir, ni guérir.

PIERRE VINÇARD.

## ÉCONOMIE SOCIALE.

Nous avons l'intention de publier dans ce journal, par articles détachés, un traité d'économie sociale à l'usage du peuple et même à l'usage des économistes. Nous prendrons pour titre, tantôt une question importante, tantôt un système personnifié dans un nom illustre.

Le problème que nous allons aborder le premier domine toute l'économie : c'est la question de la population. Il s'agit de savoir : 1° s'il est possible d'équilibrer la population et les moyens de subsistances ; 2° à quelles conditions cet équilibre est possible.

Nous allons analyser et résumer les différents systèmes qui ont été produits, de nos jours par les économistes des écoles différentes.

C'est Malthus qui a eu la gloire de mettre cette question à l'ordre du jour, de provoquer l'attention publique, d'exciter entre les savants d'ardentes controverses, en posant, en termes nouveaux, ce problème aussi vieux que le monde. C'est Malthus qui, le premier, a lancé, sous forme scientifique, cette affirmation désespérante que toutes les calamités proviennent du débordement de la population, et que la sagesse des hommes d'Etat doit se proposer pour but de restreindre ici-bas le nombre des vivants par des obstacles préventifs.

Nous commencerons donc par exposer les doctrines de Malthus.

## ÉQUILIBRE DE POPULATION.

### I

MALTHUS.

« De mendico malè meretur qui ei dat quod edat  
aut quod bibat, nam et illud quod dat perdidit et  
illi producit vitam ad miserrimum. »

« C'est rendre un mauvais service au mendiant  
que de lui donner à boire ou à manger ; on perd  
ce qu'on lui donne, et, en prolongeant son existence, on ne fait que prolonger et aggraver son malheur. » (PLAUTE.)

Cette théorie de l'inhumanité que Plaute développait à Rome, aux applaudissements des Patriciens, semble avoir inspiré le premier livre de Malthus. La théorie déjà n'est donc pas complètement neuve : quant aux conséquences ou à la pratique, les Romains peuvent encore réclamer le mérite de l'invention. Lorsque l'empereur Galère faisait noyer les mendiants par centaines, il réalisait les principes de Malthus ; seulement, il se montrait meilleur logicien. Les noyades, comme moyen de diminuer la population et d'exterminer les mendiants, valaient certainement mieux que la condamnation dogmatique de la bienfaisance et que le rappel de la loi des pauvres. Le procédé de Galère était plus efficace et plus expéditif.

Que dans Rome païenne, à une époque où l'innexorable destin était généralement considéré comme le maître absolu des hommes et des Dieux, une pareille doctrine ait pu se produire.... Cela, à la rigueur, n'a rien qui doive nous surprendre ; mais chez les peuples modernes, alors que depuis dix-huit cents ans, le *fatum* des anciens a été détrôné par la Providence, un vicair de Jésus-Christ, un apôtre de la religion d'amour et de fraternité, vient proclamer de semblables maximes... voilà ce qui ne se comprend pas ! Et cependant, le

livre de Malthus a trouvé des admirateurs fanatiques, et en Angleterre et sur le continent !

J'entends parler ici du premier ouvrage de Malthus ou de l'*Essai sur la population*, et non pas des *Principes d'économie politique*. Comme économiste proprement dit, Malthus s'est montré plus avancé que la plupart de ses compatriotes et même de ses contemporains. Il a parfaitement compris les inconvénients de la production désordonnée, de l'industrialisme et de l'outre-commerce, de la concurrence, des machines et du salariat ; il a critiqué le *laissez-faire* et l'imprévoyance que prônaient les autres théoriciens, etc., etc. ; mais, au lieu de chercher au mal un remède, il s'est contenté de dire que le mal était nécessaire, parce qu'il ne savait comment le guérir ; il a proclamé le fatalisme, puis il a tiré de là une morale impitoyable. Je reconnais volontiers le mérite de cet économiste éminent, mais je ne puis m'empêcher de traiter le moraliste avec une rigueur extrême.

Il importe, en outre, pour être juste et pour avoir le droit d'être sévère, d'établir une distinction entre l'homme et l'écrivain, ou plutôt entre les intentions que je tiens pour aussi louables et aussi généreuses que l'on voudra, et les doctrines que je considère comme fausses, comme funestes et anti-sociales. Malthus, qui a été amené logiquement à condamner la charité au nom de la science, qui a prêché ouvertement la religion de l'égoïsme, était charitable, sincèrement philanthrope, si bien que sa théorie est en parfait désaccord avec ses sentiments, que ses principes sont en contradiction flagrante avec les actes de toute sa vie. C'est là, sans doute, un bel hommage à rendre à sa mémoire ; mais c'est là aussi, qu'on le remarque bien, ce qui a contribué à accrédi ter cette théorie désespérante, laquelle n'aurait peut-être jamais rencontré un seul adepte, aurait partout provoqué des répulsions, si elle avait été prêchée par un misanthrope, par un ennemi déclaré du genre humain. Ah ! plutôt à Dieu que Malthus n'eût pas été un homme généreux, universellement estimé, d'une bonne foi incontestable ! Son livre aurait soulevé l'indignation peut-être, mais, du moins, n'aurait fait aucun mal.

Chose étrange ! voilà un homme qui s'est constamment préoccupé du bonheur de ses semblables, qui a voulu appeler l'attention sur la misère du peuple, qui a même écrit ce livre sur la population dans le but d'indiquer par quels moyens il serait possible d'améliorer la condition des classes pauvres, et cet homme, parce qu'il a pris pour point de départ une erreur, a été amené, par une suite de déductions rigoureuses, à se montrer inhumain par amour et dans l'intérêt de l'humanité, le tout pour prévenir d'épouvantables catastrophes, mais des catastrophes, Dieu merci, purement imaginaires. Et ce livre a fait à la cause des pauvres un mal irréparable, a provoqué des lois d'une sévérité inouïe, a exercé en économie une influence désastreuse, est devenu le Code de l'inhumanité, l'Evangile des égoïstes. Ah ! Malthus a manqué son but ; il a tiré à mitraille sur les pauvres qu'il croyait défendre, et il les a foudroyés. Encore une fois, je puis bien tenir compte à l'homme de ses bonnes intentions, mais je ne puis m'empêcher d'être sans pitié pour ses erreurs, de maudire le théoricien.

Vers la fin du siècle dernier, en 1793, William Godwin publia ses *Recherches sur la justice politique*. Dans cet ouvrage, Godwin, adoptant les idées de quelques philosophes français, de Rousseau, de Diderot, d'Helvétius, de Necker, etc., etc., et les grands principes de la Révolution de 1789, s'efforçait de prouver que le mal moral, que l'injustice, la misère et toutes les calamités qui pèsent sur le genre humain, provenaient moins de la prétendue perversité native de l'homme et des lois de la nature que du vice des institutions sociales. Il soutenait que, pour faire disparaître les effets, il fallait remonter aux causes ; puis il développait un sys-

tème social et politique qui devait, selon lui, remédier à tous les maux, mettre fin à tous les abus. C'était une théorie de l'égalité.

Cet écrit fit grande sensation et trouva beaucoup d'admirateurs ; le père de Malthus était du nombre. En 1797, Godwin publia un *Essai sur l'avarice et sur la prodigalité*, conçu dans le même esprit que ses *Recherches sur la justice politique*. Ce fut ce nouvel écrit qui détermina Malthus à entreprendre l'*Essai sur la population*, et la première édition de ce livre, devenu fameux, parut en 1798.

Le point de départ de Malthus, c'est la complète antithèse de la doctrine de Godwin. Il commence par poser en principe que « les institutions humaines, quelque vicieuses et oppressives qu'elles soient, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, semblables à des plumes qui flottent à la surface du gouffre, si on les compare à ces sources bien plus profondes du mal qui découlent des lois de la nature et de la passion d'un sexe pour l'autre. » Le livre tout entier est consacré au développement de cette contre-vérité.

L'opposition, on le voit, est flagrante entre les deux théories.

Godwin soutient la thèse des réformateurs de tous les temps et des socialistes modernes ; il ne veut point admettre que l'homme soit à tout jamais voué au malheur, que Dieu se soit trompé dans son œuvre, ait maudit sa créature après s'être complu à la former à son image ; il pense que le mal est surtout le résultat de notre ignorance et de nos institutions défectueuses ; il croit que l'humanité peut améliorer son sort ici-bas, en obéissant aux véritables lois de la nature, au sentiment de justice que Dieu a gravés dans nos cœurs, à l'esprit de charité et de fraternité ; en un mot, il croit à la Providence et à la perfectibilité de l'homme.

Malthus, au contraire, nie à la fois la bonté et la puissance de Dieu, proclame que la création est manquée, supprime la Providence pour la remplacer par la fatalité aveugle, affirme que le désordre, l'injustice et la misère sont des effets des lois de la nature, nous ont été infligés par l'Auteur de toutes choses ; et, pour absoudre les hommes et les gouvernements, il charge Dieu de toutes les iniquités, sans même reculer devant le blasphème ! C'est la thèse que soutiennent aujourd'hui les optimistes et les fatalistes de toutes nuances, les adversaires de toutes réformes, les défenseurs de tous les abus et de tous les privilèges.

Ainsi donc, la misère, la misère incessamment progressive, voilà notre destinée ! C'est en vain que nous travaillerons, que nous nous agiterons ; nous sommes voués au malheur, nous sommes, comme les damnés, enfermés pour toujours dans un cercle maudit ! Au petit nombre les jouissances sans peines, sans soucis, sans remords ; à tous les autres les douleurs sans fin, le labeur incessant, le jeûne, la souffrance, puis la mort par le vice et la misère, qui sont ici-bas les exécuteurs des volontés de Dieu. Voilà l'innexorable loi !

Cette loi, Malthus la déplore sincèrement ; il en eût, sans doute, demandé la modification s'il avait été appelé aux conseils de celui qu'il prêche, comme curé, tous les dimanches ; mais, ne pouvant mieux, il la constate à regret, sans même oser se montrer assez religieux pour dire, comme le Garo de Lafontaine : *Dieu fait bon ce qu'il fait*. Encore s'il nous laissait l'espérance ! mais non, il a soin de nous arracher jusqu'à notre dernière illusion ; il nous dit que notre sort ne peut qu'empirer, et il s'empresse de protester d'avance « contre toute opinion sur la perfectibilité probable de la société, qui ne serait point justifiée par l'expérience du passé. »

Eh ! de tout temps, au nom du passé et de l'expérience, on a protesté contre l'avenir, contre les idées et les théories nouvelles, contre les inventions et les découvertes, contre les réformes et les innovations sociales ! On a protesté contre la boussole et l'imprimerie, contre la poudre à canon et la vapeur, contre les chemins de fer et la télégraphie, contre les miracles de la science et de l'industrie



modernes. Au nom de l'expérience, les sauvages de l'Amérique protestaient contre l'artillerie des Européens qui les foudroyaient; au nom de l'expérience, les premiers habitants de notre planète avaient protesté, sans doute, contre tout ce qui a été expérimenté depuis des milliers d'années. On a protesté contre Socrate et contre Platon; Caïphe a protesté contre Jésus, le paganisme contre les idées chrétiennes; on a protesté contre l'émancipation des esclaves et des serfs, contre Colomb et Galilée, contre la révolution française et contre tout ce qui s'est fait de grand sur la terre, et l'on protestera encore et toujours, ce qui n'empêchera jamais le monde de marcher, le progrès de gravir la spirale infinie, l'humanité d'accomplir ses glorieuses destinées! L'histoire est là pour dire ce que valent de semblables protestations.

FRANÇOIS VIDAL.

(La suite prochainement.)

#### ADRESSE DU CONGRÈS DES TRAVAILLEURS À BERLIN.

L'agitation ouvrière qui s'était manifestée à Berlin paraît calmée pour le moment. Après s'être réunis dans un congrès, qui a tenu plusieurs séances, les travailleurs de divers états ont fait remettre, par une députation, au ministre du commerce une adresse dans laquelle ils demandent que le gouvernement présente aux chambres les propositions suivantes:

Un règlement général sur les métiers, ayant pour principe l'obligation pour tout artisan de faire partie d'une corporation;

La formation de chambres de métiers;

La fondation de banques de prêts qui puissent faire aux ouvriers des avances;

La fondation d'écoles de perfectionnement pour les ouvriers, avec enseignement gratuit;

L'abolition des ateliers militaires et transfert des travaux militaires aux corporations qui s'en occupent;

La réforme du principe de faire concourir les travaux de l'Etat dans les établissements de correction ou d'autres établissements avec les travaux de l'ouvrier libre;

Les achats et commandes du gouvernement faits directement aux industriels que la chose concerne et sans entremise de commissionnaires;

La protection de l'industrie du pays par des droits protecteurs convenables;

L'abolition de l'activité de la société de commerce maritime, laquelle porte préjudice aux industriels;

L'établissement de colonies à l'intérieur, afin d'entretenir les ouvriers qui ne trouvent pas d'occupation chez les particuliers;

L'établissement par l'Etat de colonies à l'extérieur, afin d'employer les mains et les forces superflues et de rendre la production égale à la consommation;

L'abolition du colportage;

La réforme des dispositions au sujet des pauvres;

L'introduction d'impôts équitables, basés sur les ressources de chacun.

#### SUPPRESSION DE L'INTÉRÊT DU CAPITAL

par l'Evangile, la loi ancienne et l'Eglise catholique.

(Suite. — Voir le N° du 4 février.)

L'Eglise catholique, se fondant sur la parole du Christ que nous avons citée, a toujours, depuis dix-neuf siècles, formellement proclamé par ses conciles, ses papes et ses docteurs, le principe de la suppression de l'intérêt du capital. Seulement, elle se contenta le plus souvent de l'appliquer d'une manière restreinte et spécialement au prêt. Mais nous verrons tout à l'heure que le prêt, d'ailleurs, renferme, en son essence, toutes les formes du revenu ou de l'intérêt du capital.

Il serait trop long d'énumérer tous les nombreux conciles qui proclamèrent successivement le principe de l'abolition de l'intérêt; il nous suffira d'en citer quelques-uns. Les constitutions apostoliques (canons 36 et 43), le concile d'Elvire, au troisième siècle (canon 20), celui d'Arles, en 314 (canon 12), celui de Nicée, en 325 (canon 17), le premier con-

cil de Carthage, en 348 (canon 13), celui de Laodicée (canon 4), celui de Vienne, en 1311, celui d'Agde, celui de Reims, le troisième concile de Latran (canon 3), et le deuxième concile de Lyon (canon 14), défendent expressément et formellement aux clercs et aux laïcs, « comme contraire à l'Ecriture Sainte, aux Prophètes et à l'Evangile, comme un péché et une violation de la loi de Dieu, » de retirer aucun intérêt du capital. Ils ne craignent pas de frapper les coupables de toutes leurs foudres spirituelles: excommunication, infamie, dégradation, exclusion de l'Eglise, déposition, perte des offices et bénéfices et refus de sépulture ecclésiastique.

Le concile d'Elvire dit: « Un laïc qui s'est rendu coupable de prendre des intérêts, recevra son pardon, s'il promet de faire pénitence et de ne plus commettre cette exaction; mais s'il persiste dans son iniquité, qu'il soit rejeté de l'Eglise, qu'il soit excommunié! » Le troisième concile de Latran ordonne que tous ceux qui prêteront à intérêt soient privés des sacrements, de sépulture ecclésiastique, et que personne ne reçoive leurs oblations. Le deuxième concile de Lyon défend de les loger et de leur louer des maisons; et veut qu'ils ne soient pas seulement obligés à restitution, mais encore leurs enfants et tous leurs héritiers. Enfin, le concile œcuménique de Vienne, présidé par un pape, Clément V, place nominativement au nombre des hérétiques quiconque oserait défendre la doctrine de l'intérêt du capital. « S'il arrive à quelqu'un, dit-il, de tomber dans cette erreur: qu'on peut affirmer en conscience qu'il n'y a pas de péché à prêter à intérêt, nous déclarons qu'il soit puni comme hérétique. »

Hérétique! — Retenez bien le mot, vous qui voulez faire du catholicisme une arme contre le pauvre.

Les ouvrages des Pères et des docteurs de l'Eglise qui ont écrit contre l'usure ou le prêt à intérêt, formeraient à eux seuls une immense bibliothèque. Il suffit de citer saint Augustin (C. 1, Caus. 14, Quest. 3.) et Bossuet (*Traité de l'Usure*), pour montrer combien les plus illustres d'entre eux tenaient à cœur de signaler l'intérêt du capital comme un crime, et sa suppression comme une partie essentielle de la foi catholique. Les décrets et les bulles des papes proclamèrent solennellement cette abolition, et fulminèrent avec la plus vive énergie les peines les plus sévères contre les transgresseurs, entre autres la bulle de Sixte-Quint, commençant par ces mots: *Detestabilis avaritia ingluvies*. La plupart de ces écrits, il est vrai, s'appliquent spécialement au prêt; mais nous allons voir que le prêt contient en lui-même toutes les formes de l'intérêt du capital; et d'ailleurs les principes qui sont développés dans ces ouvrages sont tellement clairs et précis, que nous n'avons pas besoin d'autres arguments pour démontrer que cette abolition doit, en vertu même de ces principes, s'appliquer au revenu, à l'intérêt de toute espèce de propriété.

Bien plus, nous voulons, sans remonter très haut, prouver qu'au milieu du dix-huitième siècle, c'est-à-dire au moment même où l'Eglise s'est tout-à-fait relâchée de ses anciennes rigueurs contre l'usure, ses principes entraînent encore forcément la suppression du revenu ou de l'intérêt de tout capital, quel qu'il soit. Citons Benoît XIV, en ayant soin de rappeler que, dans la langue théologique, le mot *usure* est synonyme de celui d'intérêts:

« Ça toujours été, dit ce pape, et c'est encore la doctrine de l'Eglise catholique, établie sur l'accord unanime de tous les conciles, des pères et des théologiens, que tout profit tiré du prêt... est usuraire et défendu par le droit naturel, divin et ecclésiastique. » (*De Synod. Dioc.*, Lib. VII, Ch. 47.)

Dans son Encyclique *Vix peruenit*, il développe ainsi ces mêmes principes:

« L'espèce de péché qui se nomme *usure* [intérêt du capital], et qui a son siège propre dans le contrat de prêt, consiste en ce que celui qui prête veut qu'en vertu du prêt même, qui de sa nature demande qu'on rende seulement autant qu'on a reçu, on lui rende plus qu'il n'a prêté, et prétend en conséquence qu'outre son capital, il lui est dû un profit à raison du prêt. C'est pourquoi tout profit de cette nature est illicite et usuraire: *Omne propterea hujusmodi lucrum quod sortem superat, illicitum et usurarium est*.

» Pour excuser cette tache d'usure (intérêts), on alléguerait en vain que ce profit n'est pas excessif, mais modéré; qu'il n'est pas grand, mais petit; que celui de qui on l'exige, à raison du prêt, n'est pas pauvre, mais riche; qu'il ne laissera pas la somme oisive, mais qu'il l'emploiera très utile-

ment, soit à améliorer sa fortune, soit à l'acquisition de nouveaux domaines, soit à un commerce lucratif; puisque l'essence du prêt consistant nécessairement dans l'égalité entre ce qui est fourni et ce qui est rendu, cette égalité une fois rétablie par la restitution du capital, celui qui prétend exiger de qui que ce soit quelque chose de plus, à raison du prêt, s'oppose à la nature même de ce contrat, qui est déjà pleinement acquitté par le remboursement d'une somme équivalente. Par conséquent, si le prêteur reçoit quelque chose au-delà du capital, il sera tenu de le restituer, par une obligation de cette justice qu'on appelle commutative, et qui ordonne de garder inviolablement dans les contrats l'égalité propre à chacun, et de la réparer exactement, si elle a été violée.

Après avoir parlé de tous les autres modes de transactions possibles, il ajoute: « Or, comme dans cette multitude de divers genres de contrats, si l'égalité n'y est pas observée, tout ce que l'un des contractants reçoit de trop, produit, non l'usure (n'y ayant pas de prêt ni express ni pallié), mais une autre espèce d'injustice qui n'est pas moins réelle, et qui emporte également l'obligation de restituer. Au contraire, si tout y est réglé selon l'exacte justice, il n'est pas douteux que ces divers genres de contrats ne fournissent plusieurs moyens licites d'entretenir et d'étendre le commerce pour le bien public. Mais à Dieu ne plaise que des chrétiens ne croient que ce sont les usures (intérêts) ou de semblables injustices qui puissent faire fleurir les commerces utiles, puisque les oracles sacrés nous apprennent que « c'est la justice qui élève les nations, et que le péché rend les peuples misérables. » (Prov. c. XIV, v. 34.)

(Le Dernier Mot du Socialisme, par un catholique.)

(La fin au prochain numéro.)

#### VARIÉTÉS.

##### LOCOMOTION AÉRIENNE.

Pourquoi le dissimuler plus longtemps? Moi qui vous parle, j'ai été en Eden. — « A quelle occasion? Qui vous en avait enseigné le chemin? — Je n'y mettrai pas d'amour-propre; le hasard m'y a conduit.

Ce n'est ni par terre ni par eau que je m'y suis rendu. J'ai pris une route plus illustre; cette route universelle de l'air dont la conquête précédera de peu d'années l'entrée en Eden de l'humanité. Nos pères ne s'y sont pas trompés. L'histoire ne mentionne aucune découverte qui ait fait une impression aussi profonde que celle produite, il y a soixante ans, par l'invention de Montgolfier. On y vit l'aurore d'un jour nouveau et plus brillant. L'homme se dégageant des liens terrestres prenait son vol vers les cieux, et, s'arrêtant dans son ascension, planait sur la terre; les contemporains eurent assister à l'apothéose du genre humain. C'était, en effet, le signe évident de notre suprématie sur le monde.

Aussi n'était-ce point l'attente vulgaire d'un spectacle nouveau qui poussait la foule sur le théâtre des premières expériences d'aéronautique. Un sentiment religieux se mêlait à la curiosité; c'était avec de violents battements de cœur, les yeux pleins de larmes, les traits rayonnants de la joie d'un triomphe inouï que l'on assistait à ces audacieuses tentatives. Quand le globe qui transportait Charles et Robert s'éleva dans les airs, la multitude qui encombraient les quais tomba à genoux les mains tendues vers le ciel, dans l'attitude de l'adoration. Un ballon ayant été transporté, la nuit, à travers Paris, à la clarté des torches, escorté de gardes à pied et à cheval, l'impression produite sur ceux qui rencontrent le cortège dépassa toute expression. « Les cochers de fiacre qui se trouvaient sur la route en furent si frappés, dit Faujas, que leur premier mouvement fut d'arrêter leurs voitures et de se prosterner humblement, chapeau bas, pendant tout le temps qu'on défilait devant eux. » Tous ceux qui ont parlé de cette auguste invention l'ont fait en des termes où l'enthousiasme même le cède au respect.



C'est donc par l'air que je suis parti. L'air a cet avantage sur la voie de terre, que c'est une route toute faite et qui n'entraîne aucun frais d'entretien ; il l'emporte sur les cours d'eau, en ce que le voyageur n'est pas obligé d'y suivre un courant déterminé ; il est supérieur à la mer elle-même, cette route de première classe que la locomotion aérienne rejettera au second rang, en ce qu'il s'étend partout et mène à tout. L'air conquis, il n'y a plus ni frontières, ni chaînes de montagnes, ni fleuves, ni précipices, ni obstacles d'aucun genre. Etendant sa nappe diaphane par dessus les barrières naturelles ou artificielles qui séparent les peuples, l'atmosphère est la voie par où s'établiront ces rapports fraternels, qui feront des cinq parties du monde, les provinces, et des états, les départements d'une seule nation qui aura nom HUMANITÉ. La locomotion aérienne établira entre toutes les régions du globe des rapports plus faciles, plus rapides, plus sûrs, que ceux que les chemins de fer ont fondés entre les parties d'un même état. Quelques heures pour traverser un continent, un petit nombre de jours pour aller d'un pôle à l'autre, moins d'un mois pour faire le tour entier du globe ! Grâce à la navigation atmosphérique, un temps viendra où chaque homme aura des relations suivies avec toutes les parties du monde. Le voyage sphérique sera le complément nécessaire de toute éducation. Et ce grand phénomène n'est pas le seul qui se produira. Dans l'état d'isolement où la difficulté des communications a jusqu'à présent tenu les peuples, chacun d'eux a dû s'efforcer de se suffire à lui-même. Il lui a fallu demander à son sol des produits qu'il ne donnait qu'à regret, et torturer son propre génie pour le contraindre à des occupations antipathiques à sa nature. La locomotion aérienne fera cesser cette anomalie. Destinée à jouer sa partie dans le concert universel des peuples, chaque nation a reçu en partage une aptitude particulière ; son climat et son sol sont en rapport avec sa vocation. Quand les produits pourrissent, sans grande dépense, voyager d'un antipode à l'autre, chaque peuple s'abandonnant à la pente de ses attractions, s'appliquera à la fonction spéciale que celles-ci lui assignent. Le globe étant administré unitairement, on ne demandera à chaque climat que ce qu'il convient d'en exiger. En ce temps là, pour citer un exemple, l'Espagne renoncant à devenir une nation industrielle, tournera ses efforts vers l'agriculture. Les locomotives aériennes desservant régulièrement toutes les parties du monde, transporteront dans le nord les fruits succulents des tropiques, et dans le midi, les produits des peuples manufacturiers. Par l'échange universel, chaque point de la terre jouissant des travaux de l'univers entier, s'élèvera au dernier degré de bien-être et de splendeur.

Vais-je trop loin quand je spécule sur une sérieuse entente cordiale entre toutes les nations ? Ici, comme en toute occasion, le passé est la leçon de l'avenir. Si je dis : Australie, Sahara, Chine, Allemagne, provinces du globe, je ne profère rien de plus miraculeux que lorsque je constate ceci : Bretagne, Bourgogne, Aquitaine, provinces de France. Un temps a été où ces membres, maintenant si étroitement unis de notre patrie, étaient beaucoup plus étrangers l'un à l'autre que ne le sont maintenant l'Europe et l'Asie ; s'ils se rapprochaient, c'était pour se combattre. Le perfectionnement des voies de communication a puissamment concouru à cette glorieuse fusion.

Nous avons fait, sous le rapport de la locomotion, des progrès tels, qu'ils l'emportent peut-être sur ceux que j'annonce. J'ai sous les yeux une lettre écrite, peu avant la révolution, par un grand seigneur. Il raconte qu'il lui a fallu trois jours pour se rendre à Orléans. Les chemins étaient affreux, sa chaise s'était brisée plusieurs fois. Aujourd'hui on va à Orléans en trois heures et encore parce qu'on veut bien ne

pas aller plus vite ; pour cela il n'y a pas besoin d'avoir ses petites entrées à la cour. Il est clair qu'économiser soixante neuf heures sur un voyage, c'est allonger sa vie de la même quantité. En ce sens, la science élèvera la vie moyenne de beaucoup au-dessus de la vie présumée des anciens patriarches.

En 1783, la diligence n'allait pas plus vite que les marchandises qu'on expédie aujourd'hui par le roulage accéléré.

Celui qui venait de sa province à Paris, était à son retour un rare objet de curiosité. Toutefois à cette époque il n'était déjà plus d'usage de faire son testament avant de partir pour la capitale.

En 1785, on allait de Paris à Bourges par la diligence en 144 heures ; en 1835, on ne mettait plus que 24 heures. Aujourd'hui le chemin de fer y conduit en 6 heures ; économie de 18 heures sur 1835, de 138 heures sur 1785 !

M. Arago a écrit à propos des chemins de fer : « Dans quelques années, grâce aux découvertes de Watt, tous ces sybarites incessamment poussés par la vapeur sur les chemins de fer, pourront visiter rapidement les différentes régions du royaume. Ils iront dans le même jour voir appareiller notre escadre à Toulon, déjeuner à Marseille des succulents rougets de la Méditerranée ; plonger, à midi, leurs membres éternés dans l'eau minérale de Bagnères, et ils reviendront le soir par Bordeaux au bal de l'Opéra. » Or, M. Arago ne spécule que sur une vitesse de 26 lieues à l'heure et Stephenson offrait de construire des locomotives qui franchiraient 40 lieues dans le même temps.

Mais qu'est-ce qu'un chemin de fer auprès d'une locomotive aérienne ? à peu près ce que la diligence est au chemin de fer.

Fanjas dit : « Il résulte des expériences de Versailles et du Champ-de-Mars, qu'avec le vent le plus faible les machines aérostiques parcourraient un espace horizontal de 150 lieues en un jour. »

Dans un voyage entrepris le 7 novembre 1836, en compagnie de MM. Holland et Monk-Mason, M. Green fit environ 200 lieues en 18 heures.

Eh bien ! il s'en faut de beaucoup que ces grandes vitesses soient le maximum qu'on puisse atteindre.

En s'abandonnant à un vent très fort, la vitesse d'un ballon serait de 1,728 kilomètres ou 432 lieues par jour.

M. Marey-Monge estime qu'un aérostat pourvu de machines, pourrait faire 3,000 kilomètres ou 750 lieues dans le même temps.

On irait, par exemple, en deux à trois jours de Londres à Calcutta. Ces villes sont à 2 mille lieues l'une de l'autre, à vol d'oiseau.

Peut-être vous épouvantez-vous d'une telle vitesse ; vous vous attendez à être rudement secoués. Il n'en est rien, et ce n'est pas là l'un des moindres charmes d'un voyage aérien, qu'il s'opère sans fatigue aucune ; point de cahos comme sur terre, ni de roulis, ni de tangage comme en mer ; apparence d'un complet repos ; vous ne vous apercevez que vous marchez et vous n'appréciez la vitesse de votre course qu'en revoyant les objets terrestres s'éloigner ou se rapprocher de vous. Rien de plus simple : ce n'est pas vous qui marchez, mais la masse d'air dans laquelle vous êtes plongé et dont vous faites partie. C'est le cas d'un nageur qui se laisse entraîner par le courant ; il avance sans effort et sans le sentir.

A raison de 750 lieues par 24 heures, on ferait le tour du globe en 12 jours !

Avec la locomotive aérienne, les villes les plus avancées dans les terres jouissent des avantages d'un port de mer ; toute ville est un port. On embarque et on débarque en tous lieux, et sans transbordement. Les blés chargés en Russie ou en Amérique, sont versés directement de l'aérostat dans nos greniers ; les marbres tirés des carrières de Carrare sont apportés par l'aérostat dans l'atelier du statuaire. Le transport de

l'Obélisque de la place de la Concorde a coûté quelque chose comme un million ; en quatre jours une locomotive aérienne l'eût enlevé de l'emplacement qu'il occupait à Luxor, et le transportant à travers les airs, dans une position verticale, l'eût déposé sur son piédestal. Grâce à la température des régions aéronautiques, toujours inférieure à celle des caves, les marchandises qui craignent la chaleur, les vins, par exemple, pourraient être voiturés en toute saison.

Je vous raconterai comment un jour, en Eden, pendant que j'étais à table avec de bons amis que j'ai dans ce pays-là, je fus transporté, sans m'en douter, avec toute la maison, à une distance de cent lieues environ. En Eden, on ne s'étonne plus de ces choses-là.

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que le côté pittoresque de ce triomphant moyen de transport, est le moindre titre qu'il ait à l'attention. Ses résultats intellectuels et économiques sont certainement ce qui vous paraît le plus digne de considération. Imaginez la terre entière cultivée avec une faible partie des soins que le propriétaire le moins intelligent apporte à l'exploitation de son domaine, mettez partout le producteur en rapport avec le consommateur, et dites si j'exagère, en promettant l'abondance à tous les hommes. Dès aujourd'hui, bien que le globe ne produise certainement pas la millième partie de ce qu'il donnera un jour, quel adoucissement n'apporterait pas au sort de l'humanité l'établissement de voies de communication qui, comme celle de l'air, permettraient de faire circuler rapidement, économiquement une multitude de richesses qui pourrissent sur les lieux de production ; car, combien de produits restent sans emploi faute de débouchés ! Cette anomalie est en Espagne le fait général ; l'intérieur de l'Espagne produit en denrées agricoles beaucoup au-delà des besoins du pays, mais les voies de communication sont si imparfaites qu'on est obligé de consommer sur place, ou plutôt de perdre les récoltes. Laissez-moi vous citer un exemple emprunté à notre pays : Une commune, celle de Marolles-les-Baux, n'avait, il y a quelques années, que des chemins déplorables, pour mieux dire, elle en manquait. Or, Marolles produisait en fait de pommes beaucoup au-delà de ses besoins. Mais voici qu'un jour cette commune s'enrichit de magnifiques chemins vicinaux. S'enrichit, est le mot ! car dans l'année qui suit l'achèvement de ses voies de communication, Marolles exporte et vend pour cent mille francs de pommes. Ainsi, cette seule commune perdait chaque année, sur un seul produit, une somme considérable. Faites le calcul de tout ce qui se perd dans le monde et vous aurez le chiffre de l'accroissement de bien-être que, même dans l'état d'indigence où le globe végète, la locomotion aérienne pourrait apporter partout. Encore un argument à opposer à ceux selon lesquels le bon Dieu aurait donné un estomac à l'homme pour lui faire endurer la faim.

Savez-vous que lors de la disette qui est venue concourir à la ruine de la monarchie (tous les fléaux du ciel et de la terre s'en mêlaient !) pendant que la France manquait de vivres, un banc de harengs tel que de mémoire de pêcheur on n'avait vu harengs si pressés, franchissait plusieurs jours durant le détroit du Pas-de-Calais, se dirigeant vers l'Océan et longeant comme à dessein les côtes de la France affamée ; les filets s'en allaient en morceaux, les bateaux ployaient sous le faix. Les païens eussent vu là une intervention du ciel ; pour nos pêcheurs, c'était un désastre. La mesure qui se vendait naguère 5 fr. était tombée à 50 cent., et la consommation n'étant pas sensiblement augmentée, les pêcheurs perdaient à peu près la différence de ces deux prix. On jetait le poisson dans les terres en guise de fumier ; partout ailleurs, en France on avait faim ! Supposez une circulation facile, rapide, économique, telle que sera la locomotion aérienne, et à dé-



FEUILLETON.

LA VIGNE.

faut de pain, chacun avait du hareng en veux-tu en voilà. Mais on eût eu du pain. En moins de deux jours, les aérostats eussent apporté à Paris les blés d'Odessa. Il est vrai qu'il faudrait pour cela un gouvernement pour de bon, et qu'avec un gouvernement sérieux, il n'y aurait jamais de disette. Les gens graves haussent les épaules quand le peuple fait reposer sur les gouvernants la responsabilité des fléaux qui l'atteignent; au sens de ces fortes têtes, les disettes et les inondations viennent directement de Dieu. Le peuple a raison et ses contradicteurs sont des impies.

En ce moment, une profonde révolution se prépare en Allemagne. Le socialisme qui ne domine encore chez nous que dans les villes, s'est emparé de tous les paysans de la Germanie protestante. Comment cet heureux progrès s'est-il opéré? comme s'opère tout progrès; par les voyages, par le contact des hommes. « Il faut, dit Montaigne, frotter sa cervelle à celle des autres. » Et l'Evangile crie: « Malheur à celui qui vit seul. » Les nombreux proscrits que depuis dix ans les monarchies allemandes ont contraints de chercher un refuge sur le sol de France, ont été les agents de cette régénération. Les persécuteurs, en faisant des victimes, suscitaient des vengeurs; les exilés sont venus s'imprégner de l'idée révolutionnaire, puis ils l'ont reportée chez eux et déjà elle a tout envahi. Quelle révolution dans les idées, dans les sentiments, dans les mœurs, amènerait donc ce fulgurant moyen de communication; la locomotion aérienne! Quel est l'obstacle qui en France, même pays de l'unité, s'oppose le plus énergiquement à la diffusion des idées? Pourquoi nos campagnes crouissent-elles encore dans l'ignorance? et comment se fait-il que Jacques Bonhomme voie des ennemis dans ses amis les plus dévoués? La cause en est dans la rareté des relations; l'effort disparaîtrait avec la cause. N'est-ce pas que l'entente qui d'ici à peu de temps existera entre les campagnes et le socialisme, serait déjà scellée si les travailleurs convertis à la doctrine Liberté—Egalité—Fraternité, pouvaient passer les dimanches dans leurs villages? Eh bien! avec la locomotion aérienne on ira dans son pays comme on va à Saint-Cloud.

Il y a quelque temps, un journal s'écriait en signe de détresse: « Le socialisme est en Toscane! » Cette peste serait bientôt partout si nous avions les *moyens* d'exercer cette liberté d'aller et de venir, dont le projet de Constitution nous concédait le *droit*. Le soleil ne se coucherait pas bien des fois et bien des fois avant que tous les peuples s'entendissent pour jeter bas les tyrans, les exploiters de tout nom et de tout rang, les sangsues du peuple; en cas de besoin, ils seraient toujours, quelle que soit la distance, à proximité l'un de l'autre et en mesure de se donner un coup de main. Puis, délivrés du mal, arrivés à l'unité de croyance, s'aimant les uns les autres, on les verrait mettre idées et forces en commun et concourir tous ensemble à l'embellissement de leur indivisible patrimoine. La paix universelle sera scellée pour l'éternité; le bien-être et le luxe régneraient à jamais sous les cieux. O terre! terre sainte et bénie, le temps approche où, selon la loi de Dieu, tu te couvriras partout et sans peine de bois, de moissons et de fleurs, où tu convieras tous tes laborieux enfants à l'abondance et à l'allégresse!

Il n'y a à cela qu'une petite difficulté, dit la sagesse, c'est qu'il est impossible de se diriger dans l'air.

J'attendais l'objection.

VICTOR MEUNIER.

(La suite au prochain numéro).

Ceci est de la haute politique. Je suis obligé d'en prévenir le lecteur qui pourrait parfaitement ne pas s'en douter à une première lecture.

J'ai pour ami Albert Brisbane, un franc coureur américain, qui voyage pour le placement de l'idée socialiste et qui enjambe l'Atlantique comme nous un ruisseau. Il était sur les lieux, en Californie, lorsque le meunier du Rio-Sacramento, en visitant les augets de sa roue, les trouva remplis de blocs d'or. Le même hasard le fit se trouver à Berlin, le jour que le peuple victorieux força le roi Frédéric-Guillaume de se découvrir devant les cadavres des ouvriers assassinés par la troupe. Il débarquait au Havre le 23 juin dernier, et entra dans Rome à l'heure même où le pape en sortait. Albert Brisbane me disait donc l'autre soir, en revenant de Californie, de Berlin et de Rome, et avec cette autorité de verbe que donnent les pérégrinations de long cours:

« De toutes les contrées que je viens de parcourir, la plus mûre pour la révolution finale est l'Allemagne du nord. Il y a vingt-cinq ans que ce pays serait parti et voguerait à pleines voiles dans les eaux de la République démocratique et sociale, n'était la boisson indigène; boisson fatale qui possède la triste propriété de retenir à l'état latent le calorique révolutionnaire. La bière, sœur du tabac, est l'amie des tyrans; car elle embrume le cerveau, empâte la langue et paralyse la main. Ne comblez pas trop sur les révolutions à la bière. La seule révolution électrique et contagieuse est la révolution au vin rouge. Pas de vin, pas de foyer révolutionnaire rayonnant. Vive la France! patrie du Chamberlain, du Sillery, du Haut-Brion et du Côte-Rôtie. A elle l'initiative de toute croisade contre le despotisme. Hors de la France, pas de salut! »

Le lecteur jugera si je dus écouter avec ravissement et orgueil cette tirade révolutionnaire et bachique de l'enfant des rives de l'Hudson, moi, qui ai usé tant de plumes métalliques à démontrer la supériorité de la femme, du vin et du gibier de France sur les produits similaires de tous les autres crûs; moi, l'auteur de cette formule historique si profonde et si peu comprise jusqu'à ce jour: *Les nez rouges ont sauvé la France!*

Et pourtant, ce qui me touchait le plus dans ce langage, ce n'était pas la concordance de l'opinion du voyageur étranger avec mon opinion écrite, mais bien la haute portée de la proposition politique elle-même; car je savais à n'en pouvoir douter, que jamais les Anglais d'Europe ni d'Amérique n'entendirent aux vins de ma patrie l'antipathie mortelle qu'ils témoignèrent quelquefois à sa politique et à ses bâtiments marchands. J'avais lu autrefois dans l'*Almanach boiteux* le trait touchant et magnanime de ce colonel anglais qui, passant avec son régiment devant le Clos-Vougeot, fit porter les armes à sa troupe en témoignage de respect. J'ai retenu enfin de manière à la pouvoir citer, l'insolente phrase du Bolingbroke: La vigne ne croît pas dans notre île, et nous buvons le vin de toutes les nations.

Hélas! ce n'est pas d'aujourd'hui que la sagesse des nations proclame l'importance de la question de la vigne en matière d'économie sociale. Tout sauveur de l'humanité a dû, plus ou moins, réclamer le concours de la vigne pour en arriver à ses fins.

A ne commencer qu'au déluge, ce titre de sauveur de l'humanité appartient, sans conteste, à Noé, qui sauva le genre humain dans son arche, mais qui eut le grand tort de ne pas profiter d'une occasion unique dans son espèce pour nous débarrasser d'une multitude de bêtes désagréables, telles que la puce, le cousin et le serpent à sonnette. Noé planta la vigne.

Un des personnages les plus marquants de l'antiquité, le dieu dont les fêtes faisaient le plus de bruit (*Bacchanales*), le dieu le plus populaire et le plus fervemment adoré de la Mythologie, Bacchus, dut toute sa célébrité et ses temples à sa découverte du vin. *Eleuther*, qui veut dire *libre* en grec, était un des noms de Bacchus, pour témoigner que la liberté se trouve, comme la vérité, dans le vin. Les femmes grecques, qui étaient esclaves comme les nôtres, ne recouvraient une ombre de liberté temporaire que pendant la célébration des fêtes de Bacchus. Le dieu du vin s'appelait aussi Saint-Denis (*Dyonisios*), dans la langue d'Homère. De là cette mauvaise chicane que les hérétiques ont faite

à la légende chrétienne, insinuant perfidement que le patron des Gaulles, dont la fête se célèbre à la même époque que les Bacchanales, dans le mois des vendanges, était le même personnage que le Bacchus païen. Inutile de relever ces cancanes d'érudition.

Le Christ, qui fut crucifié par les juifs (usuriers), pour avoir voulu affranchir le travailleur de la tyrannie du capital, choisit le sang de la vigne pour représenter celui du juste dans le calice de la communion des fidèles, et changea l'eau en vin aux Noces de Cana.

Socrate, le persécuteur du Christ, qui fut martyrisé pour avoir prêché aussi la démolition de la propriété du temps, la propriété des esclaves, Socrate avait le nez rouge; Caton l'Ancien et Mirabeau aussi.

Parmi les communautés chrétiennes qui rendirent à la cause des travailleurs les services les plus signalés, figure, au premier rang, celle des Bénédictins, qui tint le plus en honneur la culture de la vigne et glorifia le travail. Les vignobles les plus célèbres du globe, Clos-Vougeot, Chambertin, Pommard, la Romanée, en Bourgogne; Hauptsvillers, Cubières, Sillery en Champagne, etc., tous les nobles crûs de France sont des créations immortelles qui recommandent à la gratitude des siècles à venir l'œuvre des fils de saint Benoît.

Brennus, le grand vainqueur de la Grèce et de Rome, le plus illustre nom des âges héroïques de la Gaule, Brennus, au dire de la légende gauloise, planta le premier cep de vigne sur le sol de notre patrie. Comme le front du conquérant indien (Bacchus), celui du conquérant gaulois est couronné de pampres.

Et longtemps après, le Sicambre, vainqueur du Gaulois, le premier Barbare qui s'inclina sous le joug de l'égalité chrétienne, protesta de sa vénération religieuse pour la vigne, en prononçant la peine de mort contre quiconque aura arraché un seul pied de la plante sainte.

A qui la France doit-elle ses vignobles fameux du Rhône et de la Saône? à l'empereur Probus, un ancien vigneron de Hongrie, dont le plus grand bonheur était de propager la culture favorite de son pays natal, et qui avait la sage manie d'employer à ce travail ses troupes victorieuses. M'est avis que le procédé du Romain *païen*, qui console les pays conquis par les dons de Bacchus, source parfumée et féconde d'une richesse éternelle, mérite un peu plus notre estime que celui de l'Anglais *chrétien*, forçant à coups de canon les portes du Céleste-Empire pour empoisonner les Chinois.

Un jour, quand la raison sera remontée au cerveau des mortels abrutis par l'économisme et la superstition, quand l'histoire ne saluera plus les tueurs d'hommes que du nom exécré de bourreaux, tous les accents de la reconnaissance publique, tous les chants des poètes iront aux inventeurs d'un nouveau fruit ou d'un nouveau légume; et l'on ne comprendra plus comment les humains d'autrefois pouvaient mettre leur gloire à se rompre les os. Mais moi qui me ris cyniquement du dieu de Léon Faucher et du diable de Montalembert, je n'ai pas besoin d'attendre le retour de la raison universelle pour glorifier chacun suivant ses œuvres et porter ce toast:

« A l'empereur Probus! au noble bienfaiteur de mon ingrate patrie, qui maria de sa main bienfaitrice, dans une sainte communauté d'origine, la gloire du l'Hermitage, du Beaune et du Tokay, qui dota la France des plus riches trésors qu'elle possède, et qui n'a pas encore dans nos Panthéons sa statue! »

Il manque à la couronne de Jules-César une grappe de raisin.

Ainsi, comme on le voit par la citation écourtée de ces quelques noms propres, l'illustration de tous les grands rédempteurs de l'humanité emprunte quelque chose à la vigne.

Par contre, tout contempteur de la loi divine d'égalité et de fraternité, tout fauteur de tyrannie est ennemi-né du vin.

Le prophète d'impoture, l'apôtre du cimetière et de la force brutale, qui ravala la femme au rang de créature inférieure, Mahomet proscrit le vin.

Prodige d'intelligence quasi-incroyable chez une plante! la vigne n'a jamais pu se résigner à prospérer et à mûrir sur la terre des juifs, crucificateurs de Jésus!

J'appelle juifs tous les peuples de proie et de rapine qui vivent de l'exploitation commerciale des autres peuples et qui font leur éducation dans la Bible, l'anglais, le hollandais, le genevois... ces races de vampires qui s'attachent aux flancs de l'humanité pour pomper ses sueurs et son sang, à



l'ins'ar de ces tiquets dégoûtants qu'on voit pendre aux oreilles du bœuf de travail, d'où ils ne tombent qu'après qu'ils sont repus et que le volume de leur corps, façonné en forme de bourse, s'est grossi au centuple. Jamais la vigne n'a voulu mûrir et porter fruit en Angleterre, ni en Hollande ni en Suisse, succursales de Juda.

En revanche, elle a choisi pour patrie adoptive la France, la terre du vrai peuple de Dieu, du peuple initiateur et révolutionnaire par excellence, du peuple ennemi par nature de l'ignoble trafic qui condamne à mentir, du peuple si incapable de produire un banquier, qu'il a été obligé de tirer d'ailleurs, de Suisse ou de Juda, ces infimes mercenaires qui se chargent partout du service d'usure.

On! pour un gouvernement qui aurait l'esprit de comprendre le verbe de Dieu parlant par la bouche de la vigne, quels magnifiques enseignements à méditer, que cette résistance obstinée de la plante sainte à mûrir sur la terre judaïque, que son ardeur à se développer et à produire sur la terre chrétienne! Albert Brisbane avait bien raison de le dire: la terre où croît la vigne est marquée du doigt de Dieu pour servir à la liberté de patrie, de foyer, de refuge.

On s'étonne que le Français ait tant de peine à désertir le sol natal. Les habitants des pays à bière en parlent fort à leur aise, mais je ne sais pas jusqu'à quel point un pays à bière peut s'appeler une patrie. La patrie du juif est partout où il y a de l'or; la patrie du Français n'est que là où se récolte le vin. Faites pousser la vigne à Boston, à New-York ou à Londres, et vous verrez soudain les indigènes vagabonds de ces cités remuantes s'asseoir et n'avoir plus d'inquiétudes dans les jambes. Les seuls Barbares du Nord qui se soient solidement établis dans les contrées du soleil, sont ceux qui ont planté leurs tentes dans les pays de vignes. Les Normands ne sont que campés en Angleterre, comme les Turcs en Europe. Je veux qu'un de ces quatre matins les légitimes propriétaires du territoire de la Grande-Bretagne, les Irlandais, les Saxons, les Bretons, se lèvent comme un seul homme pour revendiquer leurs droits et balayent l'aristocratie normande de ce sol usurpé qui la porte avec peine.

Tout est dans tout, affirmait avec raison Jacotot; j'affirme, moi, avec non moins de justesse que toute question de colonisation française, de propagande révolutionnaire, de réforme financière, de politique extérieure, peut tenir dans une bouteille de vin. Que ces affirmations là ressemblent de loin à de purs paradoxes, c'est possible; mais je ne demande pas beaucoup de temps et d'espace pour les convertir en autant de vérités claires comme de l'eau de roche ou du kirsch de la forêt Noire.

Il ne s'agit que de considérer attentivement la vigne, la lorgnette de l'analogie à la main, pour comprendre du premier coup-d'œil ses hautes destinées.

La vigne est l'emblème cardinal d'amitié. C'est le plus pur produit des amours de la terre et du soleil. On dit que cet astre brillant sème après lui dans l'espace le parfum du raisin muscat. La vigne est armée de mains (vrilles) pour s'attacher à tout ce qui l'entoure; « elle grimpe familièrement sur l'épaule des ormes, des oliviers, des pruniers et des frênes; elle tutoie tous les arbres » bien qu'elle sache parmi ces arbres distinguer ses amis. Elle tresse de ses rameaux flexibles et dociles des tonnelles parfumées et ombreuses où le travailleur brûlé par les feux du jour, trouve le repos, la fraîcheur et les fruits. Le sarment est l'emblème de la conduite du noble travailleur, toujours disposé à se tordre et à se mettre en quatre pour le bien de l'humanité. La fleur de couleur orangée est pauvre et sans éclat; elle n'a point de corolle (la corolle est le lit nuptial des plantes); mais elle embaume l'air des senteurs les plus suaves, aux jours de la Saint-Jean. C'est l'image de l'amitié simple et modeste qui ne s'attache pas non plus aux fastueux dehors, n'essaie pas de captiver les yeux par l'éclat des parures, et recherche uniquement la bonté, la charité, la franchise, charmes secrets du cœur. La feuille de la vigne, large, soyeuse, odorante, propre à servir d'enveloppe aux plus exquis gibiers, tels que la caille, le bec-figue, est aussi l'aliment favori de la chèvre, nourrice de la famille du pauvre. L'élégance et la richesse, absentes de la corolle, emblème du luxe, se retrouvent ici dans la feuille, emblème du travail.

Le travail de la vigne est en effet le travail attrayant par excellence. Un des ennemis les plus acharnés de la vigne, M. Mathieu de Dombasle, économiste de la vieille roche, a dit de la culture de cette plante, qu'elle était enivrante comme la liqueur

qu'elle produit. La vigne se plaît dans les terrains les plus caillouteux et fructifie admirablement sur les coteaux les plus arides et les plus brûlés du soleil (côte rotie), pour dire qu'il n'est point de sol si ingrat que ne puisse féconder le travail. On a beaucoup crié au miracle dans la Bible, parce que Moïse avait fait jaillir de l'eau du rocher; le vigneron fait mieux que Moïse, ce n'est plus de l'eau claire qu'il tire du rocher, mais bien le plus doux des nectars, la liqueur consolatrice et fortifiante qui récompense le travailleur de toutes ses peines, fait rentrer la souplesse en ses membres fatigués et la gaité communicative en son cœur.

Le raisin est le plus exquis et le plus délicat de tous les fruits délicieux dont le Créateur a doté cette prétendue vallée de larmes qui s'appelle la Terre. Le grain du raisin est sphérique, figure d'amitié; sa couleur est violette ou blanche, couleur d'amitié et d'unité. Le raisin est le charme, la joie et la santé de l'enfance, âge de la candeur et de la sincérité. Le chien qui est aussi un emblème parlant d'amitié, et qui préfère de beaucoup les biftecks, même peu cuits à tous les végétaux sans sauce, déroge à ses principes, en faveur du raisin.

Les anciens et les modernes ont choisi pour les vacances des classes et pour celles de Thémis la saison des vendanges comme étant la vraie saison des plaisirs. Quand reprendrons-nous donc au calendrier républicain son joli nom de vendémiaire, pour remplacer ce ridicule nom d'octobre, qui désigne d'une façon si peu mathématique le dixième mois de notre année?

Le vin est le lait des vieillards, le consolateur des affligés, le soutien des faibles; le viatique des forts. Le véritable vin, le vin mâle, prend du bouquet et de la qualité avec l'âge, comme la véritable amitié qui se fortifie par le temps. C'est le contraire de ce qui a lieu dans la sphère passionnelle d'amour, où la vivacité des sentiments est en raison de leur nouveauté. Pour symboliser ce contraste, Dieu, qui a voulu que le vin, emblème de l'amitié, se bonifiât par l'âge, a voulu que la pêche et le petit-pois, qui sont des emblèmes d'amour et de virginité, ne fussent bons que dans leur fleur. La pêche et le petit-pois, comme la rose et la fraise, perdent, en effet, énormément à vieillir et ne se conservent pas.

Le vin délie la langue et force les plus discrets à se dire leur caractère. La grande éloquence est dans le vin. Les Anglais, qui sont de grand calculateurs, ont calculé qu'on ne parlait bien qu'après boire, et ils ont décidé, en conséquence, que toute séance du parlement ne se tiendrait que de nuit.

Le vin, c'est l'âme des banquets, le mobile d'expansion universel, la pile de Volta, qui met en communication tous les cœurs, qui fait jaillir à la fois de tous les regards l'étincelle, de toutes les poitrines l'enthousiasme, aux grands mots de liberté, d'égalité et de fraternité. Égalité, c'est le ton de l'homme à table; avec le vin, plus d'esclave ni de maître; la langue de Bacchus ignore le mot: *vous*. Liberté, c'est la première condition du plaisir. Fraternité, c'est l'inspiration naturelle de la liqueur divine. La riante couleur du vin, dit Lantara, prête son charme à toute la nature, et j'aime tout le genre humain (*bis*).

Le modèle de la statue de la République française devait porter une couronne de raisin et de pampres; car il n'y a que le raisin qui puisse symboliser et synthétiser d'une façon complète l'immortelle devise de la République française: Égalité, Liberté, Fraternité. L'artiste, trop faible en analogie, n'a pas songé à cela; c'est un malheur pour l'art.

La vigne a pour ennemies mortelles la pyrale et la gelée. La pyrale est une chenille immonde qui brûle tout ce qu'elle touche, comme le moraliste dont elle est l'emblème. La gelée est l'image des cœurs froids et dévots et des sociétés de tempérance. La vigne est parfois dévastée par des nuées d'étourneaux (sansonnets), oiseaux pillards, bavards et vêtus de noir, qui symbolisent l'homme de loi.

Si les quelques lignes qui précèdent ont suffi pour établir dans l'esprit du lecteur la sainteté de la vigne, et pour légitimer le choix que le Christ a fait du vin pour remplacer son sang dans l'acte de communion des socialistes, il est temps de revenir à la question politique.

Prouvons qu'aujourd'hui, comme hier, les destinées de la France et de l'humanité sont renfermées au fond de la dive bouteille.

Qu'il se fût trouvé dans le gouvernement provisoire, à la place des avocats et des juifs, un seul homme d'État assez intelligent pour comprendre les véritables besoins de la population française,

qui sont le dégrèvement et non l'exhaussement des impôts, dès le lendemain de la révolution, dès le 25 février, le gouvernement provisoire proclamait l'abolition des droits réunis et des octrois (une révolution qui se borne à renverser un trône et qui laisse debout le mur d'octroi n'est qu'une insurrection de collége). Et soudain le peuple français, châtouillé dans ses intérêts les plus chers, acclamait à la République; et Bordeaux, la capitale du fédéralisme, Bordeaux qui se souvient trop d'avoir été anglaise, Bordeaux votait avec frénésie pour l'établissement nouveau; la province s'unissait de cœur et d'argent à Paris; l'enthousiasme révolutionnaire, chauffé par le bas prix exceptionnel du liquide, débordait de toutes parts et franchissait la frontière, soulevant à distance les explosions des nationalités comprimées, et le maréchal duc d'Isly et de Matamoras, au lieu de menacer Paris de venir le mettre à la raison avec quatre hommes et un caporal, sollicitait l'honneur de guider contre le Kaiserliche nos soldats invincibles. La victoire, en chantant, nous ouvrait la barrière...

Et ceci n'est rien encore. La réduction des revenus du budget forçait le gouvernement de se créer une autre source de richesses, de prendre pour lui la banque, les assurances et les chemins de fer, de prêter de l'argent à 3 0/0 à tous les propriétaires obérés par l'usure et qui paient aux juifs chaque année un tribut de 1,200 millions, et, à l'heure qu'il est, la République triompherait sur toute la ligne; il n'y aurait plus de rois de Paris à Berlin et de l'Etna à la Baltique; et l'âme du capital, à son tour crucifié, s'enfuirait en gémissant dans les enfers, comme celle de Turnus!

Au lieu de cela, ils ont frappé sur le pays l'impôt des 45 centimes, et le pays s'est désaffectionné de la République, et le fédéralisme et la contre-révolution ont relevé la tête; et les monarques chassés de leurs capitales y sont rentrés par-dessus les cadavres des martyrs de la liberté; et la Sainte-Alliance reconstituée bloque la Révolution française, pendant que le maréchal Bugeaud fait peur de son grand sabre à Paris.

Et tout cela, parce qu'il ne s'est pas trouvé, dans les onze de l'Hôtel-de-Ville, un nez assez fin pour sentir ce qu'il y a au fond d'une bouteille de Bourgogne.

En vérité, en vérité, je vous le dis, la révolution de février a trop aimé les juifs et les avocats et pas assez les nez rouges. C'est ce qui l'a tuée.

A. TOUSSENEL.

#### LECTURES DU SOIR.

Par arrêté, en date du 31 janvier 1849, M. le ministre de l'instruction publique et des cultes a décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> février, les lectures publiques du soir auront lieu aux jours et dans les locaux ci-après désignés, de huit à neuf heures.

Collège de France. — M. Lemaout, les lundis et jeudis.

Conservatoire de musique. — M. Colson, les lundis et vendredis.

Halle aux draps. — M. Stanislas David, les lundis et jeudis.

Lycée Charlemagne. — M. Deslys-Collinet, les mardis et samedis.

Lycée Bonaparte. — M. Henri Trianon, les mardis et samedis.

Ecole communale, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Marcel. — M. Eugène Marchal, les mardis et vendredis.

Ecole communale, rue du Faubourg-Montmartre. — M. Devéria, les mardis et jeudis.

Ecole de pharmacie. — M. Léon Fougère, les mercredis et vendredis.

Ecole communale, rue des Brodeurs. — M. Deschanel, les mercredis et samedis.

Ecole communale, rue du Faubourg-du-Roule. — M. Gaston de Monthau, les mercredis et samedis.

Temple. — M. Mirault, les lundis et vendredis.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.